



Commission du droit de l'Ontario
Law Commission of Ontario

Travailler avec les Ontariennes et Ontariens
pour réformer le droit

Liaison en ligne: Printemps-été 2014



Message de la directrice exécutive



Au cours des derniers mois, j'ai eu le plaisir de participer, au nom de la CDO, à plusieurs initiatives d'accès à la justice, qui ont constitué des éclaircies au cœur de cet hiver trop long, froid et neigeux.

À la fin de janvier, la CDO s'est jointe à une centaine d'organismes et particuliers invités au symposium du Comité d'action national (CAN) sur l'accès à la justice en matière civile et familiale, où nous avons consacré une journée et demie à examiner la Feuille de route pour le changement du CAN, en s'attardant principalement à la nécessité, pour les institutions juridiques établies, de mettre en oeuvre de nouvelles méthodes de collaboration pour remplir leur mandat.

La conférence de Connexion Ottawa, début mars, s'est révélée d'une tout autre nature; les participants ont assisté à des présentations effectuées par des personnes oeuvrant au sein d'organismes intermédiaires, qui assurent la liaison entre les avocats et les gens qui ont besoin de leurs services. J'ai été invitée à prendre la parole pour discuter de notre position à ce sujet dans le rapport du projet sur le droit de la famille. La veille, le professeur David Wiseman avait fourni l'occasion à certains des présentateurs de la conférence de Connexion Ottawa, dont moi-même, de parler d'accès à la justice, encore une fois dans un contexte différent, devant des étudiants de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa inscrits à divers programmes.

Il est également important de signaler que tous les rapports et publications de la CDO sont maintenant accessibles sur le portail Web Jurisource de l'AJEFO, ce qui facilite la consultation des versions en français.

Que chacun d'entre vous profite du printemps et de l'été qui approche!

dans ce numéro . . .

- ❖ La proposition de la CDO considérée pour la loi sur le travail
- ❖ Un comité sénatorial permanent sollicite le point de vue de la CDO
- ❖ Demeurer en contact avec les conseillers du projet
- ❖ Le juge Stephen Goudge souligne l'influence de la CDO

EN BREF

Stagiaires d'été à la Commission

Une rédactrice principale pour le site TheCourt.ca, une spécialiste de la législation sur l'aide sociale, une chercheuse pour la Commission ontarienne des droits de la personne et un diplômé en économie font partie **des étudiants en droit embauchés pour l'été à la CDO**. Nous souhaitons la bienvenue à Danielle Cornacchia et à Peter Spiro, de la faculté de droit Osgoode Hall, à Teri Muszak de la faculté de droit de l'Université Western et à Maria Nunez de la faculté de droit de l'Université Queen's.

Des projets variés en réponse à l'appel de propositions

Quelque 50 projets, portant sur des sujets aussi divers que la loi sur la diffamation et la redéfinition de la filiation, ont été présentés à la CDO à la suite de **l'appel de propositions** qui a pris **fin le 21 mars**. Les propositions sont en cours d'examen, et les membres du Conseil des gouverneurs se pencheront sur les recommandations du comité de sélection à l'occasion de sa rencontre de juin.

Mise à jour!

Le 18 septembre, le Conseil des gouverneurs de la CDO a **approuvé cinq projets** qui seront entrepris à mesure que les projets en cours arrivent à leur terme.

Le projet sur la tutelle soumis à la discussion

L'année dernière, la CDO a fait paraître **quatre rapports de recherche** qu'elle avait commandés dans le cadre de son **projet sur la capacité juridique, la prise de décision et la tutelle**. Un document de discussion sur ce projet sera rendu public ce printemps.

Mise à jour!

En Juin 2014, la CDO a publié un document de travail, un sommaire des questions pour les consultations, et deux questionnaires à **la disposition des personnes que touche directement ce domaine du droit**, à celle de **leur famille, de leurs amis, des accompagnateurs et des mandataires spéciaux**.

Nouveau chercheur résident détaché de Osgoode Hall pour 2014-2015

Gus Van Harten, un spécialiste des enquêtes publiques, succédera à **Sean Rehaag** à titre de **chercheur résident détaché de Osgoode Hall auprès de la CDO** dans le cadre d'un mandat de six mois à compter de janvier 2015.

L'identité du chercheur résident ou de la chercheuse résidente détaché(e) du MPG bientôt connue

Le ministère de la Procureure générale prévoit annoncer ce printemps l'identité du chercheur résident ou de la [chercheuse résidente détaché\(e\) du MPG auprès de la CDO](#), qui succédera à Judy Mungovan, actuellement en poste.

Mise à jour!

Le 16 juin 2014, Jason Balgopal a remplacé Judy Mungovan comme avocat résident détaché du ministère du Procureur général. M. Balgopal, qui occupe à ce ministère le poste de procureur adjoint de la Couronne, consacrera son année de détachement parmi nous au projet sur les recours collectifs.

La proposition de la CDO considérée pour la loi sur le travail

Pour la deuxième fois en 2013, le rapport de la CDO sur les travailleurs vulnérables et le travail précaire a fait les manchettes, lorsque Yasir Naqvi, l'ancien ministre du Travail, a annoncé, en décembre, des modifications considérables à la législation ontarienne sur le travail visant à renforcer les protections pour les travailleuses et travailleurs. ([plus](#))

Le juge Stephen Goudge souligne l'influence de la CDO

Cinq ans après son arrivée au Conseil des gouverneurs de la CDO, le juge Stephen Goudge est bien en peine de nommer un projet de la CDO qui n'a pas joué un rôle prépondérant pour accroître l'inclusion et l'accessibilité du système de justice. ([plus](#))

Un comité sénatorial permanent sollicite le point de vue de la CDO

Un projet de la CDO qui examine les possibilités de réforme des REEI a conduit la Commission à comparaître, en février, devant les 12 membres du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce. ([plus](#))

Demeurer en contact avec les conseillers du projet

Après avoir passé la moitié de sa carrière à pratiquer le droit et l'autre à explorer et à écrire à propos du droit, Jasminka Kalajdzic comprend l'importance des points de vue diversifiés. L'ancienne avocate plaidante, maintenant professeure de droit à l'Université de Windsor, partage ses opinions à titre de membre du groupe consultatif pour le projet sur les recours collectifs de la Commission. ([plus](#))